

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

**Assemblée Générale Ordinaire du 17 juin 2024**

**UNAPEI 66**  
500, rue Louis MOUILLARD  
66000 PERPIGNAN

**ASSOCIATION UNAPEI 66**

Siège social : 500, rue Louis MOUILLARD  
66000 PERPIGNAN

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**  
*Exercice clos au 31/12/2023*

Aux membres de l'association,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION UNAPEI 66 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ASSOCIATION UNAPEI 66 à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Fonds dédiés » de l'annexe des comptes annuels indique l'origine de la diminution des fonds dédiés sur l'exercice.

La note « Fonds propres, Subventions et Provisions » de l'annexe des comptes annuels indique l'origine de l'accroissement des provisions pour risques et charges à la clôture de l'exercice 2023.

Dans le cadre de nos travaux, nous avons vérifié la corrélation entre les informations fournies en annexe et les comptes annuels et nous nous sommes assurés du traitement comptable approprié.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'ASSOCIATION UNAPEI 66 à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de

systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à PERPIGNAN,

Le 03 juin 2024

Le Commissaire aux comptes  
**AUDITEURS STEPHANOIS,**  
Représenté par Julien CARBONNEILL



**Unapei 66 - Bilan Propre Actif**

Unapei 66 - Comptes centralisés - Période 01/2023 à 12/2023

ACTIF	Net 2022	Brut 2023	Amort. et dépréciations 2023	Net 2023
<b>Actif Immobilisé :</b>				
<b>Immobilisations Incorporelles :</b>	<b>107 712</b>	<b>327 677</b>	<b>240 810</b>	<b>86 867</b>
Logiciels informatiques	19 332	207 222	196 341	10 881
Films	88 380	120 455	44 469	75 986
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>24 420 370</b>	<b>42 414 106</b>	<b>16 621 327</b>	<b>25 792 779</b>
Terrains	2 367 805	2 515 184	155 815	2 359 370
Constructions et aménagements	19 247 536	29 263 643	10 748 689	18 514 954
Installations techniques, Matériel, Outillage	1 072 849	2 229 912	1 277 190	952 723
Matériel et Mobilier	1 182 630	6 527 390	4 439 633	2 087 756
Immobilisations en cours	549 550	1 877 976		1 877 976
<b>Charges à répartir</b>	<b>0</b>	<b>72 354</b>		<b>72 354</b>
<b>Immobilisations Financières (1)</b>	<b>658 782</b>	<b>695 450</b>	<b>0</b>	<b>695 450</b>
Coop Intérim	5 010	5 010		5 010
Association ObServeur	12 000	12 000		12 000
Titres bancaires	68 742	69 108		69 108
Prêt Action logement	549 005	584 253		584 253
Dépôts et cautionnements versés	24 025	25 079		25 079
<b>Total I</b>	<b>25 186 864</b>	<b>43 509 587</b>	<b>16 862 137</b>	<b>26 647 450</b>
<b>Actif Circulant :</b>				
<b>Stocks et en-cours (autres que marchandises)</b>	<b>1 094 409</b>	<b>1 106 563</b>	<b>280 000</b>	<b>826 563</b>
<b>Avances et acomptes versés - Avoirs à recevoir</b>	<b>12 221</b>	<b>36 718</b>		<b>36 718</b>
<b>Créances (2) :</b>				
Clients et comptes rattachés	1 890 968	1 581 071	104 381	1 476 690
Clients - Participation des résidents		73 868		73 868
Compte courant SCIA - Construction	220 414	220 414		220 414
Autres (3)	119 205	139 056		139 056
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>1 934 422</b>	<b>3 972 651</b>		<b>3 972 651</b>
<b>Disponibilités (autres que caisse)</b>	<b>4 659 170</b>	<b>1 160 280</b>		<b>1 160 280</b>
<b>Caisse</b>	<b>15 824</b>	<b>13 210</b>		<b>13 210</b>
<b>Total II</b>	<b>9 946 633</b>	<b>8 303 829</b>	<b>384 381</b>	<b>7 919 449</b>
Charges constatées d'avance (2) (III)	116 871	109 603		109 603
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III )</b>	<b>35 250 368</b>	<b>51 923 019</b>	<b>17 246 517</b>	<b>34 676 502</b>
(1) Dont à moins d'un an				
(2) Dont à plus d'un an				
(3) Dont comptes courants	220 414	220 414	0	220 414

**Unapei 66 - Bilan Propre Passif**

Unapei 66 - Comptes centralisés - Période 01/2023 à 12/2023

PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2023
<b>Capitaux Propres :</b>		
Fonds associatifs sans droits de reprise - Legs - Donations	784 077	784 077
Subvention investissement sur biens renouvelables		
Réserves :		
Excédents affectés à l'investissement	8 848 504	9 258 066
Excédents affectés à la couverture du BFR	51 410	51 410
Réserves de compensation	653 288	679 053
Subvention investissement sur biens non-renouvelables	2 286 688	2 195 740
Report à nouveau	751 482	552 549
Dépenses inopposables aux financeurs		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	237 184	85 706
Provisions réglementées	1 349 919	1 934 433
<b>Total I</b>	<b>14 962 552</b>	<b>15 541 034</b>
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques	317 086	351 672
Autres provisions		542 372
Fonds dédiés sur ressources affectées	1 696 846	478 833
<b>Total II</b>	<b>2 013 932</b>	<b>1 372 877</b>
<b>Dettes (5) :</b>		
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit	14 687 662	14 700 907
Emprunts et dettes assimilées		
Intérêts courus	30 813	37 385
Concours bancaires courants		
Caution reçues		5 062
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 862	6 620
Fournisseurs et comptes rattachés	973 047	966 015
Fournisseurs d'immobilisations	139 834	293 336
Fonds des résidents	51 172	39 147
Autres (GEM)	7 549	
Autres - dont Charges sociales et fiscales	2 321 945	1 684 119
<b>Total III</b>	<b>18 213 884</b>	<b>17 732 591</b>
Produits constatés d'avance (2) (IV)	60 000	30 000
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III + IV )</b>	<b>35 250 368</b>	<b>34 676 502</b>
(4) Dont réserves statutaires	646 200	
(5) Dont à plus de 5 ans	8 899 914	
Dont à plus d'un an et moins de 5 ans		
Dont à moins d'un an		

**Unapei 66 - Compte de Résultat centralisé**

Unapei 66 - Comptes centralisés - Période 01/2023 à 12/2023

Libellé	Exercice 2022	Exercice 2023
<b>Produits d'exploitation :</b>		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services)	5 869 471	5 580 581
<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>5 869 471</b>	<b>5 580 581</b>
Production stockée et variation des stocks	191 874	-11 186
Produits de la tarification	17 441 770	18 679 660
Production immobilisée		576 316
Produits des résidents		1 081 157
Subventions d'exploitation	140 678	206 891
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	538 891	1 909 001
Autres produits	3 314 038	2 956 121
<b>Total I</b>	<b>27 496 722</b>	<b>30 978 542</b>
<b>Charges d'exploitation :</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	2 741 970	2 215 536
Variation de stock	-180 438	126 660
Autres achats et charges externes	6 508 324	7 659 164
Impôts, taxes et versements assimilés	1 209 599	1 435 794
Salaires et traitements	9 683 649	10 983 968
<i>dont Salaires des travailleurs</i>	<i>1 198 869</i>	<i>1 414 440</i>
Charges sociales	3 938 464	4 652 125
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	1 587 292	1 720 047
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations	262 832	381 257
Dotations aux provisions	380 089	690 037
Dotation règlementées		614 515
Dépenses à réaliser sur ressources affectées	467 222	84 463
Autres charges (dont charges à répartir)	47 142	118 429
<b>Total II</b>	<b>26 646 145</b>	<b>30 681 995</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION ( I - II )</b>	<b>850 577</b>	<b>296 547</b>
<b>Produits financiers :</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	25 120	85 106
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total V</b>	<b>25 120</b>	<b>85 106</b>
<b>Charges financières :</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	242 121	301 691
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total VI</b>	<b>242 121</b>	<b>301 691</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER ( V - VI )</b>	<b>-217 001</b>	<b>-216 586</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts ( I - II + III - IV + V - VI )</b>	<b>633 576</b>	<b>79 961</b>

<b>Produits exceptionnels :</b>		
Sur opérations de gestion	25 628	
Sur opérations en capital	261 514	192 000
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	284 779	
<b>Total VII</b>	<b>571 921</b>	<b>192 000</b>
<b>Charges exceptionnelles :</b>		
Sur opérations de gestion	40 625	
Sur opérations en capital	469 365	177 760
Dotations aux provisions et dépréciations et transferts de charges	455 320	
<b>Total VIII</b>	<b>965 310</b>	<b>177 760</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL ( VII - VIII )</b>	<b>-393 389</b>	<b>14 240</b>
Prestations en nature		2 500
Mise à disposition gratuite de biens		2 500
<b>Participation des salariés aux résultats ( IX )</b>		
<b>Impôts sur les bénéfices ( X )</b>	<b>3 003</b>	<b>8 495</b>
<b>Total des produits ( I + III + V + VII )</b>	<b>28 093 763</b>	<b>31 258 148</b>
<b>Total des charges ( II + IV + VI + VIII + IX + X )</b>	<b>27 856 579</b>	<b>31 172 442</b>
<b>Bénéfice ou perte</b>	<b>237 184</b>	<b>85 706</b>

## 2. RÈGLE DE LA MÉTHODE COMPTABLE

Les comptes sont établis de façon distincte :

- ✱ Pour l'Association d'une part,
- ✱ Pour chaque établissement ou service d'autre part.

Les comptes annuels centralisés regroupent ceux :

- ✱ De l'Association proprement dite,
- ✱ De l'ensemble des établissements et services dont la gestion relève de l'association.

Il n'y a pas d'évolutions particulières du périmètre en 2023 hormis :

- ✱ Une résidence sociale de 30 logements sur le site de Coma Serra mis en service en août 2023.
- ✱ Le déménagement des services d'accompagnement (SAVS et SAMSAH l'Escale) sur deux sites : Dalbiez et Maillolles à Perpignan.
- ✱ L'extension non importante de 2 places d'accueil TSA en MAS.
- ✱ L'extension non importante de 6 places d'unité résidentielle pour cas complexes en MAS (installation des places 2024/2025).
- ✱ L'externalisation de la gestion du système d'information et des cuisines.

La Présidente de l'association est Mme Marie FERRER et la Directrice Générale, Mme Sonia BOUAMEUR.

Les quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (655/755) [Comptabilité de la cuisine du pôle hébergements et celle du siège social, les charges communes] et les comptes de liaisons internes sont neutralisés pour l'établissement des comptes consolidés. De même, les transferts de charges internes et les facturations de prestations de service de l'ESAT aux établissements sont retraités.

A ce jour, l'Unapei 66 accompagne dans les structures qu'elle gère 575 places (augmentation de 8 places en 2023 en fin d'année) et emploie 284 salariés titulaires au 31 décembre 2023 (pour 272.19 ETP). En outre, elle emploie également 12 personnes en contrat d'apprentissage et 5 personnes en contrats aidés. L'augmentation de l'ETP entre 2023 et 2022 provient du recrutement en année pleine d'un certain nombre de professionnels dont le poste se trouvait vacant en fin d'année 2021 et de la création de certains postes d'encadrement et de gestion administrative.

Les comptes centralisés sont établis selon les principes et les méthodes comptables résultant de la réglementation dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- ✱ Continuité de l'exploitation,
- ✱ Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- ✱ Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Pour les établissements et services, les comptes annuels de l'exercice 2022 ont été établis et présentés conformément à l'arrêté du 19 décembre 2018, relatif aux établissements et services du secteur sanitaire et social du secteur privé appliquant pour partie le Tome 1 de l'instruction budgétaire et comptable M22

n°09-006-M22 du 31 Mars 2009, les règlements n°99-03 du conseil de la réglementation comptable et selon le plan de comptes M22 bis arrêté au 15 décembre 2022 et paru au journal officiel du 24 décembre 2022.

Pour le secteur de la gestion propre patrimoniale de l'Association, ce sont les principes comptables généraux du secteur associatif qui s'appliquent à partir du nouveau plan comptable n° 2018-06 du 5 décembre 2018 applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Il n'y a pas eu de modification entre 2022 et 2023.

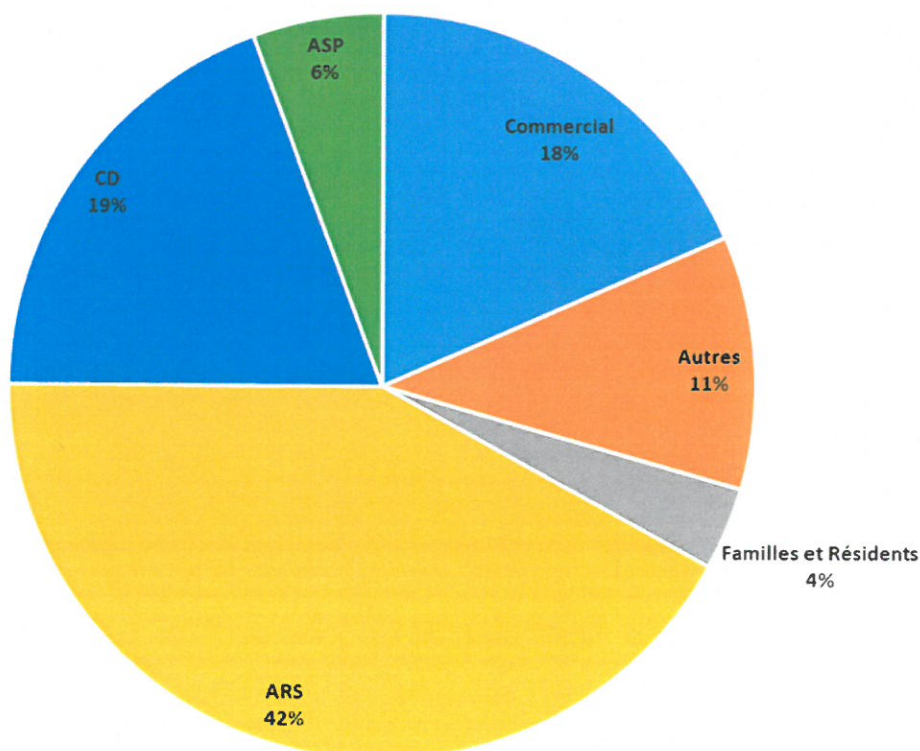
Le siège a fait l'objet d'une autorisation des services de l'Etat par courrier du 12 avril 1972 renouvelée pour la période 2015-2019 par arrêté n° 2015-2500 en date du 10 novembre 2015 dans le cadre d'un second CPOM couvrant la même période, signé par l'ARS LR en date du 3 avril 2015. Cette autorisation a été modifiée par l'arrêté 2016-2422 du 1<sup>er</sup> décembre 2016, incorporant dans le périmètre le SESSAD Esperanza et modifiant le taux de quote-part de frais de siège.

Le renouvellement a été acté par l'arrêté de l'ARS- Occitanie du 4 novembre 2020 pour la période 2020-2024.

La répartition des enveloppes budgétaires des établissements et services gérés par l'Unapei 66 est la suivante :

L'ARS Occitanie assurant la tarification tant des établissements relevant de l'Etat (ESAT l'Envol) que ceux relevant de l'Assurance Maladie est le contributeur principal des ressources des établissements et services de l'Unapei 66.

### RESSOURCES 2023



Le total des concours public permettant le fonctionnement des établissements et services représentent un volume financier de 17 441 770 € hors aide aux postes.

DT-ARS	42 %	soit 68.55 % des dotations publiques versées
CD66	19 %	soit 31.45 % des dotations publiques versées

Il est à noter que dans les dotations perçues pour les établissements relevant du CD66, les indemnités de revalorisations salariales sont versées par la CNSA.

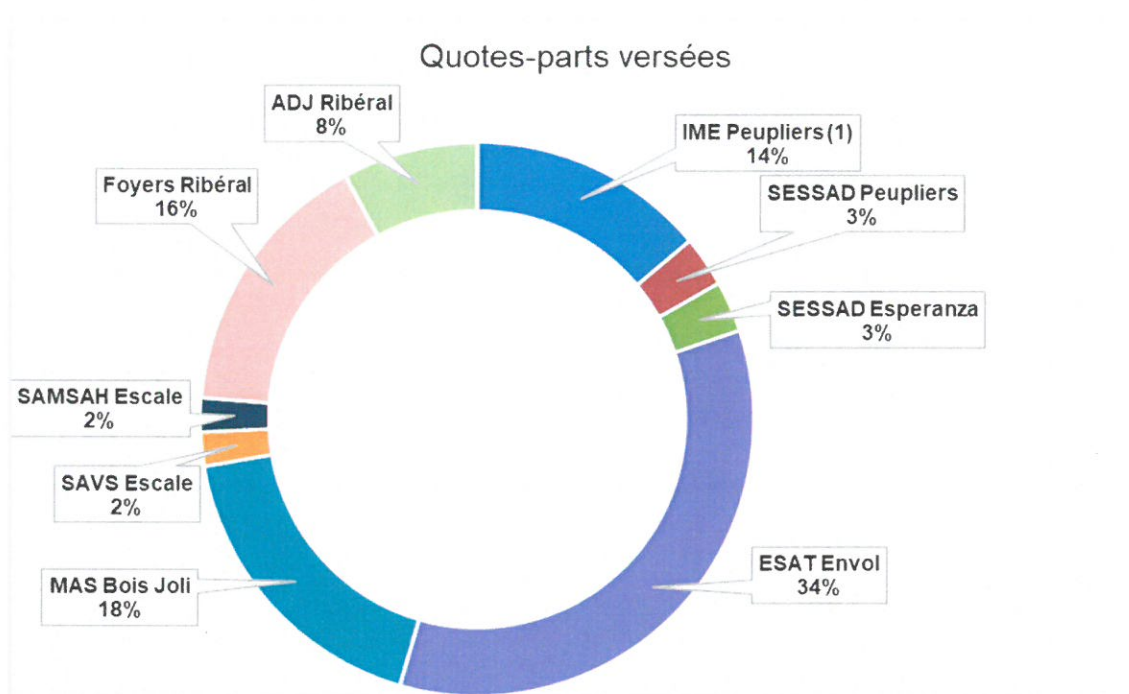
Par ailleurs, avec les autres produits se trouvent des subventions d'exploitation versées par l'UDAF, le CCAS d'Estagel et la commune de Corbère-les-Cabanes pour accompagner l'action auprès des familles de personnes en situation de handicap pour un total de 1 288 €. Une aide de l'OETH pour 20 000 € dans le cadre de l'adaptation de postes pour deux salariés. Une subvention de 1500 € de l'UFOLEP a été également perçue dans le cadre de projets d'activités sportives adaptées.

L'ARS a versé également 60 000 € (autres produits) de subvention FIR pour l'habitat inclusif.

De plus, l'association a perçu des subventions ASP pour les contrats d'apprentissage et les contrats uniques d'insertion pour 118 770 € environ, ces montants étant en baisse avec la fin du soutien de l'Etat dans le cadre de la pandémie. En complément d'information, le nombre d'apprenti, déjà en baisse en 2023, sera encore moindre sur 2024. Le nombre de salariés en contrat aidé sont également moins nombreux avec la titularisation de certains postes de conducteurs.

Les produits émanant des fonds de la réversion (participation des personnes accompagnées à leurs hébergements sur les foyers sont retraités conformément aux exigences du plan comptable général en produits des activités annexes et non en produits de la tarification. Ces produits concernent pour 4% des ressources globales (plus de 1 million d'euros : CAF, forfaits, réversion, participation en ADJ, participation pour les jeunes « sous amendement Creton » et orientés en Foyer de vie, etc.)

Cela se traduit par un abondement du fonctionnement du siège qui se décline de la façon suivante :



Le siège est financé conformément à l'arrêté du 4 novembre 2020, sur la base de 3.4% des charges brutes de chaque établissement et service (hors quotes-parts de l'année et crédits non reconductibles).

Le montant total perçu au titre de l'exercice 2023 est de 775 930 €.

Les dépenses liées au fonctionnement du siège apparaissent sur les comptes des établissements en quote-part de frais de siège (par fonction) et non pas nature.

### 3. PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION RETENUES

Aucune option particulière n'a été retenue.

#### 3.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les logiciels sont amortis entre 3 et 7 ans selon leur importance et leur taux de renouvellement.

Les constructions sont enregistrées depuis 2016 au réel par composant selon la répartition des marchés.

Dans la mesure du possible et selon les capacités permises par l'exploitation, nous tendons à réduire ces durées sur la base de 30 ans, 20 ans et 10 ans. Depuis 2020, l'amortissement des nouvelles constructions, lorsque les conditions budgétaires le permettent, sont calculées sur 30 sur la VRD, les prestations intellectuelles, 20 ans et 10 ans. Pour l'avenir, les locaux d'hébergement feront l'objet d'un bail à construction au lieu d'une construction en pleine propriété.

Les frais de caution bancaires de la Maison du Bois Joli ont fait l'objet d'une charge financière à répartir lissée sur la durée de l'emprunt.

Les durées d'amortissement des biens n'ont pas fait l'objet de modification particulière.

Les installations techniques, mobilières et outillages sont amorties sur une durée moyenne de 10 à 15 ans.

Le matériel de transport est amorti sur 5 ans.

Le matériel informatique amorti sur 3 ans jusqu'à présent sera amorti sur 5 ans désormais. Le matériel de vidéoconférence, visioconférence ou les serveurs sont amortis en général sur 5 ans. Là également, dès 2024, le matériel informatique sera loué afin de lisser les coûts et d'ajuster les flux de trésorerie aux charges d'exploitation.

Le matériel de bureau sur 5 ans.

Le mobilier sur 8 ans à 10 ans selon les établissements.

Les investissements restent conformes aux plans pluriannuels de financement présentés et validés par les financeurs. Toutefois, certaines adaptations, selon les priorités, ont pu être mises en œuvre en fonction des urgences, des priorités et des besoins évolutifs de la population accueillie.

En ce qui concerne le bâtiment Est du siège, bâtiment en copropriété avec l'AT 66, il s'avère que des travaux de géomètre ayant conduits à l'acte notarié engendre une distorsion de la répartition de la construction entre les deux propriétaires entre celle arrêtée en mars 2020 et celle retenue dans l'acte. Cette situation n'est toujours pas réglée en 2023 et les négociations continuent pour trouver une résolution à ce problème.

#### 3.2 STOCKS

Les stocks sont valorisés selon la méthode FIFO. Le stock de bois est quant à lui valorisé en fonction des derniers prix d'achats connus tandis que le stock de produits en cours et de produits finis sont valorisés selon l'avancement.

### 3.3 CREANCES

---

Les créances douteuses font l'objet d'un provisionnement à 50% la première année après avoir effectué les différentes relances et une mise en demeure. La seconde année, la provision est portée à 100% et si aucun changement n'intervient et aucune résolution amiable ou contentieuse n'est possible, la troisième année, les créances sont passées en perte et les provisions correspondantes reprises.

### 3.4 PROVISIONS REGLEMENTEES

---

Elles concernent la couverture du BFR, le lissage des surcoûts liés au plan pluriannuel de financement, des crédits non reconductibles liés à l'investissement et amortis au gré des dotations afférentes, les plus-values sur les éléments d'actifs immobilisés ou circulants.

Le nouveau plan comptable reclasse les crédits non reconductibles non plus en réserves réglementées mais en fonds dédiés à l'investissement. Ces imputations ont pu être modifiées dans le cadre du reclassement des bilans depuis 2020.

Aujourd'hui, les seules provisions réglementées qui persistent sont celles liées à la couverture du BFR, au lissage des surcoûts et aux plus-values sur les actifs immobilisés ou circulants.

### 3.5 PROVISIONS

---

Du reclassement réalisé au regard du nouveau plan comptable, il n'y a plus d'autres provisions que celles liées aux risques et charges.

En cours d'année, les provisions pour couverture des indemnités de fin de carrière ont fait l'objet d'un retraitement comptable. Imputés depuis 2020 en fonds dédiés (19), ils sont cette année repositionnés en provisions pour pension (15).

### 3.6 FONDS DEDIES

---

Les fonds dédiés sur ressources affectées enregistrés correspondent à des crédits non-reconductibles d'exploitation ou des enveloppes financières ponctuelles allouées par un financeur ou une personnalité morale pour assurer les ressources nécessaires à un projet spécifique, projet qui n'a pu se dérouler de façon complète sur l'année du versement.

Les fonds alloués au projet sont alors remontés au bilan pour être utilisés l'année ou les années suivantes. Le fonctionnement reste très proche de celle d'une provision classique.

Toutefois, sur l'année 2023, une reprise des fonds dont l'origine ne correspond pas réellement à ces fonds dédiés à une action précise par les financeurs a été effectuée venant purger certains comptes.

### 3.7 INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Les fonds de la réversion sont facturés directement par les établissements aux familles et sont enregistrés en comptabilité en compte 73 dans les produits de la tarification. Ils composent une part du prix de journée autorisé par le financeur. Comme ces fonds ont été versés par les résidents en compensation des services fournis, dans les comptes consolidés, ils sont retraités en prestations de service.

Les modalités de calcul du passif social ne sont pas modifiées depuis 2019. Seuls sont pris en compte les salariés de plus de 55 ans. Une part est financée par les autorités 549 896 € (correspondant à des échéances à court terme) laissant encore, au 31 décembre 2022, 23 059 € de provisions non constatées pour couvrir nos obligations (sous réserve de l'acceptation des provisionnements réalisés).

De même, comme pour les années passées, le calcul du provisionnement des indemnités pour congés payés a été automatisé avec le logiciel de paye à partir de la réalité de l'encours à la fin de l'exercice.

## 4. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

### 4.1 DETTES GARANTIES PAR SURETES REELLES

La sûreté réelle est **l'affectation d'un bien ou d'un ensemble de biens, présents ou futurs, au paiement préférentiel ou exclusif du créancier**. Conformément à l'article 37 de l'ordonnance n° 2021-1192 du 15 septembre 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Tous les emprunts liés aux constructions font l'objet de garanties : garantie collectivité publique, garantie bancaire, promesse d'hypothèque ou hypothèque. Ainsi hormis le siège social, ces financements sont bien garantis sur le bien qu'ils ont servi à financer, soit pour une banque créancière, soit pour le Département qui apporte la caution en cas de défaillance.

Le dernier prêt signé avec la Société Générale est couvert par une garantie hypothécaire partiel sur l'ensemble de la construction.

### 4.2 GARANTIES REÇUES

Néant.

## 5. NOTE SUR LE BILAN

### 5.1 ACTIF

#### Actif Immobilisé

Les immobilisations incorporelles concernent les logiciels informatiques, les films produits pour assurer la communication à moyen terme et certaines évaluations externes et missions de coaching.

Dans les mouvements internes, par le biais des comptes de liaison, l'ensemble des terrains de l'association a été regroupé sur la comptabilité propre de l'association.

L'augmentation de la valorisation des actifs provient essentiellement de l'impact de la reconstruction de la Maison du Bois Joli. La seconde tranche a été livrée dans le courant de l'année 2022 et la dernière tranche a débuté dans la foulée, le temps de vérifier l'évolution des coûts (inflation) sur le projet global. Cette évolution génère 17 % d'augmentation des coûts de la dernière tranche. L'association reste en négociation sur le financement de ce surcoût.

Sur l'année 2023, il a été fait un renouvellement important des véhicules de transports (9 places et véhicules moins importants). En ce qui concerne les véhicules de 9 places, il est devenu très compliqué de s'approvisionner. L'état pénalise les constructeurs de ces types de véhicules, constructeurs qui avaient dû arrêter leurs lignes de production.

Nous avons pu bénéficier d'une « fenêtre » d'approvisionnement et avons renouvelé les véhicules prévus en 2021/2022 et 2023 et anticipé le renouvellement de ceux prévus en 2024. Le coût antérieur de 24 000€ se trouve désormais complètement dépassé avec un coût plus proche de 37 500 €. Pour autant, il n'existe pas sur le marché d'autres solutions sans doubler le parc avec des véhicules électriques pour assurer les services attendus.

La Résidence Coma Serra construite avec le soutien de l'ESH est a été livrée au mois de juillet 2023. Les résidents ont pu s'installer dans leur logement au mois d'août après les derniers aménagements réalisés par l'ESAT : mise en place de cuisine et de salle de bain équipées. Résidence sociale, l'association versera à l'ESH une redevance annuelle durant toute la durée du bail, l'association étant propriétaire du terrain.

Les immobilisations financières incluent les dépôts et cautionnements pour les lieux loués, la participation de l'association au capital de Médicoop et de Coop Emploi, dans l'association ObServeur/Canopée, les prêts à Action Logement (dans le cadre des obligations de participation de l'association à l'effort de logement des salariés) et les titres immobilisés détenus auprès de la Banque Populaire du Sud et du Crédit Coopératif (un peu plus de 50 000 €).

Nous trouvons également des charges financières à répartir : il s'agit des cautions bancaires et hypothécaires sur les trois prêts réalisés en 2020 et 2022, cautions qui se verront amorties au rythme de la durée des prêts.

## Etat des stocks

Le retour d'un chiffre d'affaires dynamique entraîne une remontée de la valeur du stock. Par ailleurs, le contexte inflationniste et les tensions sur les approvisionnements avec la remontée du rythme de production national et international favorise une certaine flambée des prix. Cet effet a un impact non négligeable sur la valorisation globale du stock.

Les achats de bois se font habituellement lors des ventes d'automne au prix du marché. La stratégie d'achat et le coût de la livraison incite à regrouper en une fois sur cette période afin de limiter le coût d'approvisionnement.

Une provision pour dépréciation des stocks a dû être réévaluée au regard de la qualité des matières reçues en 2022/2023.

## Etat des créances

Avec la montée en charge du chiffre d'affaires de l'ESAT l'Envol, le niveau des créances et comptes rattachés reste élevé. La pandémie et le contexte inflationniste ayant fragilisé certains clients, le provisionnement des créances client a fait l'objet d'une réévaluation.

Plus de 15% des créances émanent de l'Etat avec l'aide au poste dû au 31 décembre.

Le Département règle de façon plus dynamique et régulière les factures d'hébergement.

Le compte courant concernant la SCIA CHRISA reste actif au regard de l'acte notarié présentant une répartition différente de la construction au moment de la séparation du patrimoine entre l'AT 66 et l'Unapei 66. Ce point reste toujours en discussion avec l'association tutélaire.

## Les charges constatées d'avance

Comme les années précédentes, ce poste est lié à l'enregistrement de la facture SociaNOVA liée au dossier informatisé de la personne accompagnée, facture couvrant la période du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin de l'année suivante.

Se rajoutent cette année des charges constatées dans le cadre de l'externalisation de la gestion du Système d'information (50 K€), des factures d'assurances reçues en 2023 au titre de l'année 2024 et l'enregistrement de la facture d'Ageval, logiciel de suivi de la qualité, facture établie pour une durée de 3 ans.

## La trésorerie

La trésorerie globale stable est de l'ordre de 4.7 millions d'euros. Le niveau de celle-ci en 2022 était conjoncturel avec la contractualisation du dernier prêt pour la reconstruction de la Maison du Bois Joli au printemps 2022 alors que la troisième tranche de construction n'est livrée qu'en mars 2024. Durant l'année, ces fonds ont donc été mobilisés pour assurer le paiement des fournisseurs d'immobilisation au gré de l'avancement du chantier. Fin 2023, il est constaté un retour à la situation d'origine.

Un gros travail de suivi et de d'optimisation de la trésorerie s'est opéré en 2023 dans un contexte où la rémunération de l'argent se trouvait plus dynamique. Cela a permis de générer des plus-values sur actifs circulant significatifs. La trésorerie est optimisée à plus de 80 % par des placements.

## 5.2 PASSIF

### **Fonds propres, Subventions et Provisions**

Les fonds propres progressent de 220 000 € pour atteindre un peu moins de 15 millions €.

Les fonds associatifs invariés se composent de résultats affectés de la section commerciale de l'ESAT et des réserves statutaires pour un total de 784 077 €.

Les excédents liés à l'investissement (9 258 000 €) regroupent les réserves d'investissement autorisées par les financeurs pour 7 498 000 € et les réserves affectées sur fonds propres par l'association pour 1 760 000 € (terrains, construction siège). L'ARS a permis l'affectation d'une bonne part des résultats en attente de 2021.

Les réserves de couverture de BFR proviennent de plusieurs établissements pour un total de 51 410 €. Les provisions de couverture du BFR incluses dans les provisions règlementées s'élèvent à 224 000 €. Le Département a autorisé la dotation en provision règlementée pour couverture du BFR de 57 143 € par an afin de couvrir le besoin en fonds de roulement généré par le paiement différé des factures émises par l'association pour l'hébergement des personnes aux foyers du Ribéral.

Les réserves de compensation de déficit devront être également renforcées afin de tendre à 5% du budget des établissements soit environ 1 million d'euro. Même si celles-ci sont en augmentation grâce à l'affectation des résultats du périmètre ARS de 2021 en 2023, force est constatée que le périmètre des établissements relevant du département se trouvent en difficulté structurelle. Après près d'une décennie de budgets reconduits sans augmentation, confrontés à une inflation importante et à une évolution de la population accueillie, les établissements n'ont plus les ressources nécessaires à un bon fonctionnement. Après 113 659 € de déficits enregistrés en 2022, pour l'année 2023, ces derniers sont en augmentation significative à 367 940 €. Alerté depuis plus de 2 ans sur la difficulté de remplissage du foyer d'hébergement, au 31 décembre 2023, sur 8 places restantes, seules 4 sont occupées par des résidents orientés en foyer de vie mais maintenus en foyer d'hébergement par manque de place. Dans le même temps, il est demandé d'améliorer l'activité passant en foyer de vie d'une exigence de 95 % à 97 %. A périmètre identique, cela génère une réduction de la dotation versée par le Département de 150 000 €.

Le volume des subventions d'investissement pour 2 195 740 € évolue au regard des quotes-parts de subvention reprises au résultat. Il n'a pas été reçu de nouvelles subventions d'investissement en 2023.

Les reports à nouveaux incluent cette année les reports à nouveaux générés par les provisions pour congés payés non financées. Cela explique la réduction de ces reports par rapport aux années précédentes.

Se rajoutent également les dépenses pour congés payés non couverts par les financeurs pour 868 101 € et les dépenses non opposables inchangées pour 52 252 €.

Le résultat comptable global est de 85 706 €. Il se compose d'un excédent le pôle Inclusion Sociale et Professionnelle (sur la partie professionnelle), sur le pôle Accompagnement et Soins et la gestion propre de l'association.

Les déficits concernent le pôle Enfance, le siège et le pôle Hébergements et Accueil de jour.

Les petits dispositifs ouverts récemment (Habitat Inclusif, Intermédiation de location) sont excédentaires. Les sommes en jeu sont peu significatives.

Ces montants sont indiqués en résultat comptable. Compte tenu de la variation du provisionnement pour congés payés de 111 208 € et les reprises d'excédent des années antérieures pour le SAVS de 22 231 €, le résultat administratif global est un excédent de 219 145 €.

Les affectations des résultats proposées prévoient 52 259 € en réserve d'investissement, 165 627 € en réserve de compensation de déficit, 98 741 € en report à nouveau déficitaire et 100 000 € en couverture de charges non reconductibles (évaluation et refonte des outils de la loi 2002-2).

Les provisions règlementées en augmentation d'un montant total de 1 934 433 € se déclinent de la façon suivante :

- 281 353 € de provision pour couverture du BFR déjà évoquée.
- 64 676 € de provision pour renouvellement d'investissement.
- 532 162 € de provision relative aux autres éléments d'actifs (Action Logement).
- 643 337 € pour lisser les surcoûts résultant des projets immobiliers sur les premières années.
- 195 642 € de plus-values réalisées sur les actifs immobilisés.
- 217 264 € de plus-values réalisées sur les actifs circulants.

Il figurait au bilan centralisé de l'association des dettes liées aux contributions à l'effort de construction. Pour autant, cette contribution était déclarée en prêt. Ainsi, pour régulariser la situation, cette dette a fait l'objet d'une annulation générant un produit exceptionnel compensé au même niveau par une provision règlementée relative aux autres éléments d'actifs. L'objet est de disposer de ressources permettant d'assurer la trésorerie liée aux engagements sur 20 ans des prêts octroyés. Ces dispositions permettront également de réduire à l'avenir les charges fiscales de l'équivalent de 0.45 % des rémunérations brutes des personnel.

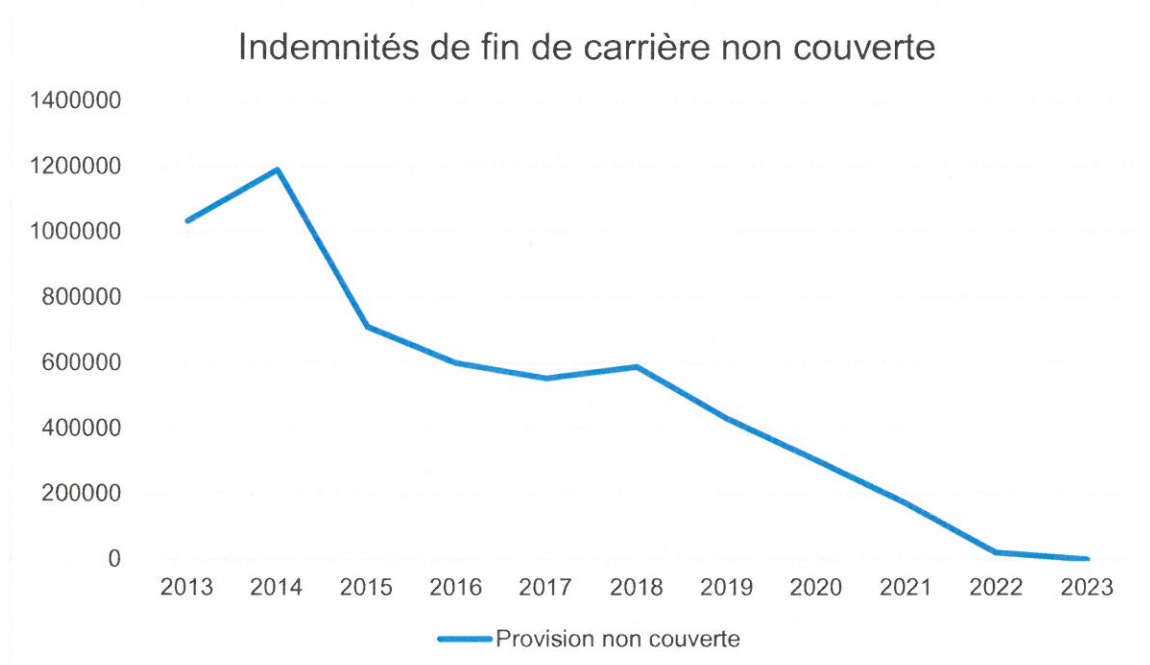
Les provisions pour risques et charges ont été alimentées pour des risques prud'homaux (351 672 €). Les autres provisions relèvent du changement de pratique de comptabilisation des indemnités de fin de carrière avec la réaffectation de fonds dédiés en provision pour pensions et obligations (542 372 €).

#### **Fonds dédiés :**

Un gros travail sur les fonds dédiés sur les ressources affectées existantes pour se mettre en conformité avec les normes comptables et pour clarifier la situation. Tous les fonds non justifiés ont fait l'objet de reprises.

Fonds dédiés				
Fonds dédiés sur investissements	381 686 €		159 686 €	381 686 €
Fonds dédiés Indemnités de fin de carrière	549 896 €		549 896 €	- €
Fonds dédiés sur dotations versées	647 444 €	90 263 €	506 995 €	230 712 €
Fonds dédiés sur subvention fonctionnement	- €			- €
Fonds dédiés autres organismes	84 151 €		58 030 €	26 121 €
Fonds dédiés sur générosité publique	33 670 €		33 670 €	- €
<b>Total Fonds dédiés (IV) :</b>	<b>1 696 846 €</b>	<b>90 263 €</b>	<b>1 308 277 €</b>	<b>478 833 €</b>

Les augmentations proviennent de l'anticipation des évaluations programmées en 2024 pour 33 400 €, de fonds de la formation alloués en CNR par l'ARS et des fonds alloués par l'ARS dans le cadre d'un appel à manifestation d'intérêt (musique et sport à l'IME Les Peupliers).



A partir de 2016, le calcul de la provision de l'IFC est modifié en retenant les départs dans les 5 ans et un turn-over plus dynamique.

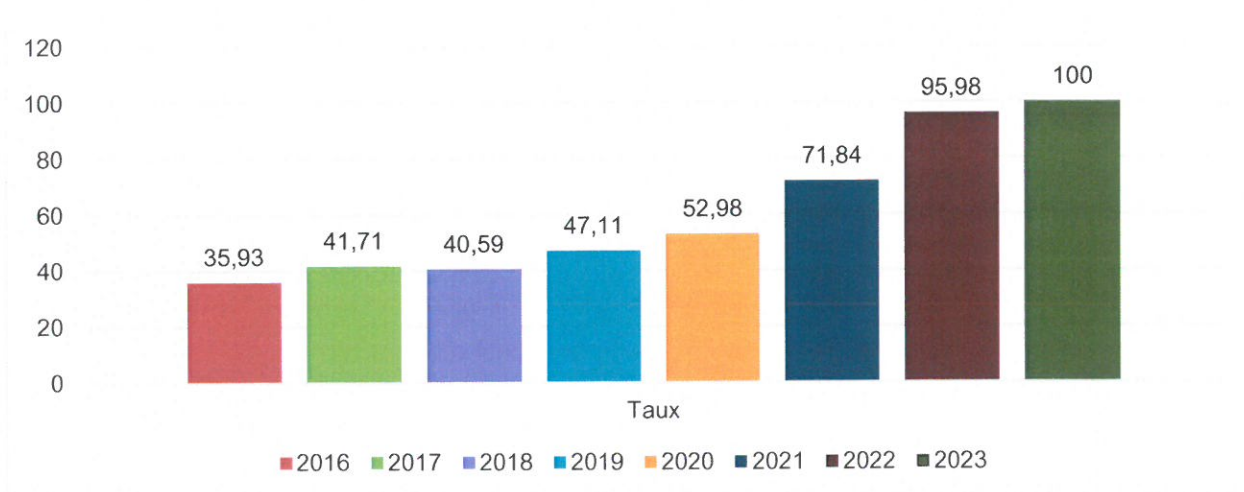
Au 31 décembre 2023, la totalité de la provision calculée par l'outil de paye est désormais réelle. Dorénavant, chaque année, elle fera l'objet d'une variation en fonction du calcul réalisé. Les paramétrages des calculs n'ont pas évolué depuis 2016.

### **État des dettes**

Chaque année l'association rembourse un peu moins de 1.14 millions d'euros de capital d'emprunt. Aussi les dettes d'emprunts ont évolué en 2022 avec la contractualisation de plusieurs emprunts pour un total de 1.15 millions d'euros : 500 000 € pour le financement du renouvellement des véhicules 9 places, 250 000€ pour le financement des véhicules de service et 400 000 € pour les aménagements du SAVS et du SAMSAH sur leurs nouveaux sites (Coma Serra et Dalbiez) et de la Résidence Coma Serra (Espaces verts, cuisines et salle de bains équipées des 30 logements). Le montant total du au 31 décembre 2022 est de 14 687 662 €. Le ratio d'indépendance financière est en légère diminution de 49.89 % à 49.54 %.

Les autres dettes comprennent les dettes sociales et fiscales et entre autres les dettes pour congés payés (indemnités et charges patronales pour 868 000 €). L'impact du prélèvement à la source de l'impôt génère également un glissement sur les charges fiscales. Par ailleurs, les charges fiscales liées à la formation professionnelle n'ont pas été réglées entre juillet et décembre générant une augmentation du volume des dettes.

### **Part du passif social lié aux départs en retraite financé**



La variation de la couverture du passif social par les dotations aux provisions provient 2019 avec un changement de pratiques dans les modalités de calcul de la provision nécessaire : turn-over plus dynamique, recul de l'âge du départ à la retraite à 62 ans et limitation du provisionnement sur les 5 dernières années à compter de l'âge de 57 ans.

### **Produits constatés d'avance**

Ils correspondent au versement des fonds d'intervention régionale de l'ARS pour le financement du dispositif d'habitat inclusif au titre de l'année 2024.

**Unapei 66 - Bilan Propre Actif**  
Comptabilité propre de l'association

ACTIF	Brut 2023	Amort. et dépréciations 2023	Net 2023	Net 2022
<b>Actif Immobilisé :</b>				
<b>Immobilisations Incorporelles :</b>	<b>119 226</b>	<b>109 374</b>	<b>9 852</b>	<b>14 912</b>
Logiciels informatiques	109 646	99 794	9 852	14 912
Films	9 580	9 580	0	0
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>2 614 554</b>	<b>364 044</b>	<b>2 250 510</b>	<b>1 346 734</b>
Terrains	1 940 110	3 662	1 936 448	1 009 892
Constructions et aménagements	654 719	343 768	310 951	332 939
Installations techniques, Matériel, Outillage				
Matériel et Mobilier	19 725	16 614	3 111	3 903
Immobilisations en cours				
<b>Immobilisations Financières</b>	<b>80 422</b>		<b>80 422</b>	<b>80 056</b>
SCIA Chrise				
Association ObServeur	12 000		12 000	12 000
Titres bancaires	68 422		68 422	68 056
Prêt Ciléo				
Dépôts et cautionnements				
Compte de liaison investissement	90 000		90 000	120 000
<b>Total I</b>	<b>2 904 202</b>	<b>473 418</b>	<b>2 430 784</b>	<b>1 561 702</b>
<b>Actif Circulant :</b>				
Stocks et en-cours (autres que marchandises)				
Avances et acomptes versés				
<b>Créances :</b>				
Clients et comptes rattachés			0	9 100
Autres (1)	42 728		42 728	1 403
Valeurs mobilières de placement	3 013 169		3 013 169	0
Disponibilités (autres que caisse)	818 958		818 958	1 370 928
Comptes de liaison interne			0	125 776
Caisse				
<b>Total II</b>	<b>3 874 855</b>	<b>0</b>	<b>3 874 855</b>	<b>1 507 207</b>
<b>Charges constatées d'avance (2) (III)</b>			<b>0</b>	
<b>TOTAL GENERAL ( I + II + III )</b>	<b>6 779 057</b>	<b>473 418</b>	<b>6 305 639</b>	<b>3 068 909</b>
(1) Dont à moins d'un an	52 448			
(1) Dont à plus d'un an				

**Unapei 66 - Bilan Propre Passif**  
Comptabilité propre de l'association

<b>PASSIF</b>	<b>Exercice 2023</b>	<b>Exercice 2022</b>
<b>Capitaux Propres :</b>		
Fonds associatifs sans droits de reprise - Legs - Donations	2 406 200	2 406 200
Subvention investissement sur biens renouvelables		
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves :</b>		
Excédents affectés à l'investissement		
Subvention investissement sur biens non-renouvelables		
Report à nouveau	570 954	311 385
Dépenses inopposables aux financeurs		
<b>Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)</b>	<b>312 749</b>	<b>259 569</b>
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>3 289 903</b>	<b>2 977 154</b>
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques		
Autres provisions		
Fonds dédiés sur ressources affectées		91 700
<b>Total II</b>	<b>0</b>	<b>91 700</b>
<b>Dettes (5) :</b>		
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit		
Emprunts et dettes assimilées	27	41
Intérêts courus		
Concours bancaires courants		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	47 588	14
Fournisseurs d'immobilisations		
Comptes de liaison interne	2 968 121	
Autres (3)		
<b>Total III</b>	<b>3 015 736</b>	<b>55</b>
Produits constatés d'avance (2) (IV)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>6 305 639</b>	<b>3 068 909</b>
(4) Dont réserves statutaires	646 200	646 200
(5) Dont à plus de 5 ans		
Dont à plus d'un an et moins de 5 ans		
Dont à moins d'un an		

**Unapei66 - Compte de résultat associatif**

Dossier : 00 - Unapei 66 - Association - Périodes de : 01/2023 à 12/2023

Postes budgétaires	Réalisé 2022	Budget Annuel 2023	Réalisé Cumulé 2023
<b>COTISATIONS</b>			
Cotisations, adhésions perçues	28 280	29 800	29 701
Cotisations reversées	-15 874	-19 500	-15 563
<b>Solde des produits techniques</b>	<b>12 406</b>	<b>10 300</b>	<b>14 138</b>
<b>OPERATION BRIOCHE</b>			
Produit de la vente de brioches	101 429	100 000	100 775
Achat des brioches et autre frais liés	-42 107	-41 000	-43 311
<b>Solde sur opération brioche</b>	<b>59 322</b>	<b>59 000</b>	<b>57 464</b>
<b>ACTION ASSOCIATIVE</b>			
Subvention liée à l'action familiale	3 119	3 000	1 288
Evènements associatifs		-1 000	
Action familiale	-424	-1 000	-300
Assemblée Générale	-11 628	-12 000	-17 470
Revue Adapei			
Honoraires, Etudes, Audits		-8 000	-10 140
Congrès, Colloques, Déplacements, CCR, Séminaire	-11 310	-9 000	-14 587
Communication	-1 330	-5 000	-264
<b>Total des actions associatives</b>	<b>-21 573</b>	<b>-33 000</b>	<b>-41 473</b>
<b>GESTION COURANTE</b>			
Produits divers de gestion	145		844
Fournitures administratives et affranchissements	-886	-1 000	-443
Documentation		-200	
Service bancaire et assurance bénévoles	-167	-400	-140
Cotisations Urssaf (activité bénévole+véhicule fonction)	-460	-1 000	-360
Frais divers de gestion	-61		-177
Formation des bénévoles		-5 000	
<b>Total de la gestion courante</b>	<b>-1 429</b>	<b>-7 600</b>	<b>-276</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>48 726</b>	<b>28 700</b>	<b>29 853</b>
Cotisation à la place Unapei 66	10 740	14 000	14 175
Reprises de provisions			241 700
Dotation aux amortissements	-28 939	-27 900	-27 901
Dotations aux provisions			
<b>RESULTAT D EXPLOITATION</b>	<b>30 527</b>	<b>14 800</b>	<b>257 827</b>
Produits financiers	7 477	1 000	43 949
Charges financières			
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>7 477</b>	<b>1 000</b>	<b>43 949</b>
Dons et libéralités	6 971	3 000	15 221
Dons et libéralités			2 500
Produits exceptionnelles de gestion			
Charges exceptionnelles de gestion (dont Prime PEPA)	-1 133		-2 500
Dons et libéralités			
Produit de cession d'éléments d'actif immobilisé	252 694		
Charges sur cession d'éléments d'actif immobilisé	-36 216		
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>222 316</b>	<b>3 000</b>	<b>15 221</b>
Impôts sur les plus values	-751	-100	-4 248
<b>RESULTAT APRES IMPOSITION</b>	<b>259 569</b>	<b>18 700</b>	<b>312 749</b>

	2023	2022
<b>Etablissements relevant de la Sécurité Sociale</b>	<b>266 629 €</b>	<b>291 790 €</b>
IME LES PEUPLIERS	58 879 €	66 801 €
SESSAD LES PEUPLIERS	11 735 €	14 385 €
SESSAD ESPERANZA	19 806 €	18 242 €
ESAT L ENVOL	31 891 €	34 235 €
MAS DU BOIS JOLI	144 318 €	158 127 €

<b>Etablissements relevant du Conseil Général</b>	<b>178 691 €</b>	<b>183 056 €</b>
POLE HEBERGEMENT	119 981 €	114 725 €
ACCUEIL DE JOUR DU REBERAL	52 051 €	63 516 €
SAVS-SAMSAH ESCALE	6 659 €	4 815 €

SIEGE SOCIAL	97 052 €	98 109 €
<b>Total du passif social</b>	<b>542 372 €</b>	<b>572 955 €</b>

Financement autorisé par les financeurs	542 372 €	549 896 €
<b>Solde du passif social à financer par les autorités</b>	<b>0 €</b>	<b>23 059 €</b>

Unapei66 - Tableau des Emprunts  
Unapei 66 - Comptes centralisés - Période 01/2023 à 12/2023

Libellé	M	N° Prêt	ETBT	Année	Soldé en	Montant initial	Valeur Brute Début d'Exercice 2023	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Valeur Brute Fin d'Exercice 2023
Listes des emprunts bancaires										
<b>Emprunt</b>							14 687 662	1 150 000	1 136 755	14 700 908
16401201 CDC ADJ CONSTRUCTION CAMP DEL MAS	F	1207568	ADJ	2012	2042	1 350 000	936 781		46 261	890 520
16401602 SG ADJ RENOVATION MIRANDE	F	940338	ADJ	2016	2031	500 000	275 000		33 333	241 667
16401806 SG ESAT CONSTRUCTION ATELIERS	F	220181800471	ESAT	2018	2038	3 500 000	2 450 000		153 125	2 296 875
16401804 SG ESAT RENOVATION ANCIENS ATELIERS	F	218274005307	ESAT	2018	2038	500 000	412 310		22 908	389 402
16402030 BPS PRÊT GARANTI PAR ETAT	F	9003107	ESAT	2020	2023	200 000	100 050		100 050	0
16402303 SG GLS (COMA SERRA ET SAVS-SAMSAH)	F	223321100177	GLS	2023	2038	400 000		400 000		400 000
16400601 CDC CONSTRUCTION OLIVIER	V	1047009	FOYER	2006	2030	3 140 000	1 156 945		130 758	1 026 187
16400906 CF CONSTRUCTION FOYER VIE	V	1672351	FOYER	2009	2039	2 100 000	1 280 806		70 181	1 210 626
16401105 CDC FV EFFINERGIE SURCOUT	F	940338	FOYER	2011	2042	550 000	417 655		15 396	402 259
16402304 SG FV TRESORERIE		En cours	FOYER	2024	2031	400 000				
16400402 CDC IME CONSTRUCTION RUE PYRENEES	V	10291003	IME	2004	2029	2 535 000	837 704		116 665	721 039
16400202 CDC MAS CONSTRUCTION T3 - 2002	V	314497	MAS	2002	2026	152 449	27 917		6 760	21 157
16401902 CASM MAS CONSTRUCTION T1	F	321694	MAS	2019	2044	1 500 000	1 377 317		52 961	1 324 356
16402010 CDC MAS CONSTRUCTION T2	F	111209	MAS	2021	2051	1 297 000	1 221 159		38 651	1 182 508
16401902 CC MAS CONSTRUCTION T2	F	128887C	MAS	2021	2051	1 470 000	1 409 767		40 838	1 368 929
16401602 SG MAS CONSTRUCTION T3	F	222115100566	MAS	2022	2047	2 000 000	2 000 000		68 559	1 931 441
16402401 BPS MAS CONSTRUCTION FINITION	F	En cours	MAS	2024	2034	1 000 000				
16401102 BPS SAVS RUE DE PRADES	F	6056947	SAVS	2011	2031	291 500	134 207		134 207	0
16401101 BPS SIEGE CONSTRUCTION BAT OUEST	F	6054928	SIEGE	2011	2023	200 000	3 754		3 754	0
16401001 BPS SIEGE CONSTRUCTION BAT EST 1	F	8721370	SIEGE	2018	2025	222 271	72 124		31 975	40 149
16401805 BPS SIEGE CONSTRUCTION BAT EST 2	F	8721371	SIEGE	2018	2038	477 729	473 446		937	472 509
16401901 BPS SIEGE FLOTTE AUTO	F	8755561	TOUS	2019	2024	250 000	100 720		50 239	50 481
16402301 SG SIEGE FLOTTE TRAFFIC	F	223062100811	TOUS	2023	2025	500 000		500 000		500 000
16402302 SG SIEGE FLOTTE AUTO	F		TOUS	2023	2028	250 000		250 000	19 197	230 804
<b>Total Emprunts bancaires (I) :</b>							14 687 662	1 150 000	1 136 755	14 700 908
Liste des autres emprunts										
<b>Intérêts courus</b>							30 813	25 237	18 665	37 385
<b>Total Intérêts courus (III)</b>							30 813	25 237	18 665	37 385
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI+VII)</b>							14 718 475	1 175 237	1 155 420	14 738 293

**Unapei66 - Tableau des Provisions, dépréciation, fonds dédiés et réserves**  
Unapei 66 - Comptes centralisés - Période 01/2023 à 12/2023

Libellé	Valeur Brute 01/01/2023	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Valeur Brute 31/12/2023
<b>Réserves</b>				
Excédent affecté à l'investissement	7 088 503 €	409 564 €		7 498 067 €
Excédents affectés à la réserve de couverture BFR	51 410 €			51 410 €
Excédents affectés à la couverture de déficits	612 860 €	99 099 €	73 314 €	638 645 €
Excédents affectés à la comp. de charges d'amort	40 408 €			40 408 €
<b>Total Réserves réglementées (0) :</b>	<b>7 793 181 €</b>	<b>508 663 €</b>	<b>73 314 €</b>	<b>8 228 530 €</b>
<b>TOTAL RESERVES (0)</b>	<b>7 793 181 €</b>	<b>508 663 €</b>	<b>73 314 €</b>	<b>8 228 530 €</b>
<b>Provisions réglementées</b>				
Prov Couverture du BFR	224 000 €	57 353 €		281 353 €
Prov Renouvellement Immobilisations	69 676 €	25 000 €	30 000 €	64 676 €
Prov Couverture Prêt Action Logement		532 162 €		532 162 €
Prov lissage surcoût autorisé / PPF	643 337 €			643 337 €
Réserve Plus value / actif immobilisé	195 642 €			195 642 €
Réserve Plus value / actif circulant	217 264 €			217 264 €
<b>Total Provisions réglementées (I) :</b>	<b>1 349 919 €</b>	<b>614 515 €</b>	<b>30 000 €</b>	<b>1 934 434 €</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Provisions pour risques	173 263 €	147 665 €	95 882 €	225 046 €
Provisions pour charges	- €	542 372 €		542 372 €
Autres provisions	126 626 €			126 626 €
<b>Total Provisions Risques et Charges (II) :</b>	<b>299 889 €</b>	<b>690 037 €</b>	<b>95 882 €</b>	<b>894 044 €</b>
<b>Dépréciations</b>				
Dépréciations des immobilisations	- €			- €
Dépréciation des stocks et encours	150 000 €	280 000 €	150 000 €	280 000 €
Dépréciation des comptes de tiers	115 938 €	101 257 €	112 814 €	104 381 €
Dépréciation des comptes financiers	- €			- €
<b>Total Fonds dédiés (III) :</b>	<b>265 938 €</b>	<b>381 257 €</b>	<b>262 814 €</b>	<b>384 381 €</b>
<b>Fonds dédiés</b>				
Fonds dédiés sur investissements	381 686 €		159 686 €	222 000 €
Fonds dédiés Indemnités de fin de carrière	549 896 €		549 896 €	- €
Fonds dédiés sur dotations versées	647 444 €	84 463 €	501 195 €	230 712 €
Fonds dédiés sur subvention fonctionnement	- €			- €
Fonds dédiés autres organismes	84 151 €		58 030 €	26 121 €
Fonds dédiés sur générosité publique	33 670 €		33 670 €	- €
<b>Total Fonds dédiés (IV) :</b>	<b>1 696 846 €</b>	<b>84 463 €</b>	<b>1 302 477 €</b>	<b>478 833 €</b>
<b>TOTAL PROVISIONS (I+II+III+IV)</b>	<b>3 612 592 €</b>	<b>1 770 272 €</b>	<b>1 691 173 €</b>	<b>3 691 692 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>11 405 773 €</b>	<b>2 278 935 €</b>	<b>1 764 487 €</b>	<b>11 920 222 €</b>

**Unapei 66 - Tableau des Immobilisations**  
**Unapei 66 - Comptes centralisés - Période 01/2023 à 12/2023**

Libellé	Valeur Brute Début d'Exercice 2023	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Valeur Brute Fin d'Exercice 2023
<b>Immobilisations incorporelles :</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement	212 017		4 795	207 222
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits au bail				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	134 381		13 926	120 455
<b>Total Immobilisations incorporelles (I) :</b>	<b>346 398</b>	<b>0</b>	<b>18 721</b>	<b>327 677</b>
<b>Immobilisations corporelles :</b>				
Terrains	1 931 948		15 500	1 916 448
Agencements et aménagements de terrains	594 766	16 468	12 498	598 736
Constructions	29 098 147	492 231	326 735	29 263 643
Constructions sur sol d'autrui				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 443 202	35 431	244 648	2 233 985
Autres immobilisations corporelles :	5 266 249	1 418 480	161 412	6 523 317
<i>Dont Matériel de transport</i>	<i>1 977 718</i>	<i>820 747</i>	<i>10 494</i>	<i>2 787 971</i>
<i>Dont Matériel de bureau et matériel informatique</i>	<i>800 557</i>	<i>598</i>	<i>54 506</i>	<i>746 649</i>
<b>Total Immobilisations corporelles (II) :</b>	<b>39 334 312</b>	<b>1 962 610</b>	<b>760 793</b>	<b>40 536 129</b>
<b>Immobilisations mises en concession (III) :</b>				
<b>Immobilisations en cours :</b>				
Immobilisations corporelles en cours	549 549	1 339 556	11 129	1 877 976
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes versés sur immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles				
<b>Total Immobilisations en cours (IV) :</b>	<b>549 549</b>	<b>1 339 556</b>	<b>11 129</b>	<b>1 877 976</b>
<b>Entreprises liées - Parts et créances (V) :</b>				
<b>Participations et créances rattachées à des participations :</b>				
Titres de participation	5 010			5 010
Autres formes de participation				
Créances rattachées à des participations				
Créances rattachées à des sociétés en participation				
Versements restant à effectuer sur titres de participation non libérés				
<b>Total Participations et créances rattachées à des participations (VI) :</b>	<b>5 010</b>			<b>5 010</b>
<b>Autres immobilisations financières :</b>				
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'actif de portef. (droit de p	68 742			68 742
Titres immobilisés (droit de créance)				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Prêts Action logement	549 005	35 248		584 253
Dépôts et cautionnements versés	24 025	1 054		25 079
Autres créances immobilisées	12 000			12 000
Actions propres ou parts propres				
Versements restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés				
<b>Total Autres immobilisations financières (VII) :</b>	<b>653 772</b>	<b>36 302</b>		<b>690 074</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI+VII)</b>	<b>40 889 041</b>	<b>3 338 468</b>	<b>790 643</b>	<b>43 436 866</b>

Unapei 66 - Tableau des Amortissements					
Unapei 66 - Comptes centralisés - Période 01/2023 à 12/2023					
Libellé	Amortissements Début d'Exercice 2023	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Amortissements Fin d'Exercice 2023	
<b>Amortissements des Immobilisations incorporelles :</b>					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels	192 685	9 834	6 177	196 341	
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	46 001	32 577	34 109	44 469	
<b>Total Amortissements Immobilisations incorporelles (I) :</b>	<b>238 686</b>	<b>42 411</b>	<b>40 287</b>	<b>240 810</b>	
<b>Amortissements des Immobilisations corporelles :</b>					
Agencements et aménagements de terrains	156 431		617	155 815	
Constructions	9 813 349	1 058 485	123 145	10 748 689	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 353 518	167 264	243 592	1 277 190	
Autres immobilisations corporelles :	4 083 619	554 116	198 102	4 439 633	
Matériel de transport	1 521 789	308 453	49 211	1 781 031	
Matériel de bureau et matériel informatique	635 732	90 270	67 355	658 647	
<b>Total Amortissements Immobilisations corporelles (II) :</b>	<b>15 406 917</b>	<b>1 779 865</b>	<b>565 456</b>	<b>16 621 327</b>	
<b>Amortissements Immobilisations mises en concession (III) :</b>					
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>15 645 603</b>	<b>1 822 276</b>	<b>605 742</b>	<b>16 862 137</b>	

## Unapei66 - Tableau des Placements

Unapei 66 - Comptes centralisés - Période 01/2023 à 12/2023

Libellé	Valeur Brute Début d'Exercice 2023	Augmentations 2023	Diminutions 2023	Valeur Brute Fin d'Exercice 2023
<b>Participations</b>				
Parts sociales Crédit coopératif (Association)	38 517	366		38 883
Parts sociales Banque Populaire (Association)	30 225			30 225
<b>Total Participations (I) :</b>	<b>68 742</b>			<b>69 108</b>
<b>Comptes à terme</b>				
Placements à terme (Association)	0			0
Placements à terme (Siège social)	0			0
<b>Total Comptes à terme (II) :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Comptes à terme</b>				
Prêt Action logement	549 005	35 248		584 253
<b>Total Comptes à terme (II) :</b>	<b>599 005</b>	<b>35 248</b>	<b>0</b>	<b>634 253</b>
<b>Livret d'épargne</b>				
<b>Caisse Epargne</b>	<b>78 917</b>	<b>2 302</b>	<b>0</b>	<b>81 219</b>
Livret A Caisse Epargne (Association)	78 917	2 302		81 219
<b>Société générale</b>	<b>0</b>	<b>2 000 000</b>	<b>0</b>	<b>2 000 000</b>
Livret (Association)		2 000 000		2 000 000
<b>Crédit Agricole Sud Méditerranée</b>	<b>0</b>	<b>1 411 950</b>	<b>480 000</b>	<b>931 950</b>
Livret (Association)		1 411 950	480 000	931 950
<b>Banque Populaire du Sud</b>	<b>1 934 422</b>	<b>1 006 279</b>	<b>1 900 000</b>	<b>1 040 701</b>
Livret (Siège social)	1 934 422	1 006 279	1 900 000	1 040 701
<b>Total Livret Epargne (III) :</b>	<b>2 013 339</b>	<b>4 420 531</b>	<b>2 380 000</b>	<b>4 053 870</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III)</b>	<b>2 681 086</b>	<b>4 455 779</b>	<b>2 380 000</b>	<b>4 757 230</b>

**Tableau 2023 du résultat de l'exercice au résultat effectif**

	Résultat d'exploitation consolidé	Reprise de résultat	Variation provision congés payés	Transf SAVS/ SAMSAH	Résultat administratif
<b>Pôle 1 :</b>	-88 972 €	0 €	23 045 €	0 €	-65 927 €
IME les Peupliers <sup>(1)</sup>	-110 164 €		16 118 €		-94 046 €
SESSAD les Peupliers	12 605 €		-315 €		12 290 €
SESSAD Esperanza	8 587 €		7 242 €		15 829 €
<b>Pôle 2 :</b>	54 284 €	0 €	37 704 €	0 €	114 219 €
ESAT l'Envol Activite sociale	-16 307 €		16 307 €		0 €
Intermédiation de location	12 333 €				12 333 €
Habitat inclusif	22 €		1 831 €		1 853 €
ESAT l'Envol Activite commerciale	90 144 €				90 144 €
SAVS l'Escale	-43 830 €		13 819 €	15 760 €	-14 251 €
SAMSAH l'Escale	11 922 €	22 231 €	5 747 €	-15 760 €	24 140 €
<b>Pôle 3 :</b>	134 497 €	0 €	40 986 €		175 483 €
MAS du Bois Joli	134 497 €		40 986 €		175 483 €
<b>Pôle 4 :</b>	-336 032 €	0 €	35 469 €	0 €	-300 563 €
Foyers du Ribéral	-217 441 €		28 810 €		-188 631 €
ADI du Ribéral	-118 591 €		6 659 €		-111 932 €
Consolidé Assurance Maladie	29 218 €		80 338 €		109 556 €
Consolidé Conseil Général	-367 940 €	22 231 €	55 035 €		-290 674 €
Siège Social	9 180 €		-25 996 €		-16 816 €
<b>Consolidé Etablissements</b>	-329 542 €	22 231 €	109 377 €	0 €	-197 934 €
Esat Commercial	90 144 €				90 144 €
Autres dispositifs	12 355 €		1 831 €		14 186 €
Association	312 749 €				312 749 €
<b>Conso Etablissement + Esat Commercial</b>	85 706 €	22 231 €	111 208 €	0 €	219 145 €

Hors ESAT Commercial

<sup>(1)</sup> IME + UEMA + UEE + PCPE

	Invest	Trésorerie	Compens	RAN	Charges
<b>Affectation proposée des résultats</b>					
12 290 €				-94 046 €	
15 829 €					
				12 333 €	
				1 853 €	
			90 144 €		
				-14 251 €	
24 140 €					
35 483 €			40 000 €		100 000 €
				-188 631 €	
				-111 932 €	
				-16 816 €	
87 742 €	0 €		130 144 €	-98 741 €	100 000 €
				312 749 €	